

« Espace public neuronal et dégagements attentionnels »
 in Pierre-Antoine Chardel et al., (éd.), *Espace public et reconstruction du politique*,
 Paris, Presses des Mines-Transvalor, 2015, p. 203-2019

Yves Citton

Espace public neuronal et dégagements attentionnels

L'espace public est mort ! Comment croire encore à un concept aussi obsolète – érodé par une définition excessivement rationaliste du débat public, sapé par la contamination du « personnel » dans le « politique », rongé par nos pratiques numériques quotidiennes, vermoulu par la marchandisation intégrale de nos dispositifs médiatiques ? Cela aura pris du temps, mais l'anti-sociologie moléculaire issue de Gabriel Tarde aura fini par prendre sa revanche sur la sociologie institutionnaliste : les vaguelettes des *Lois de l'imitation*¹ auront « eu raison » des lois de la République chargées de construire un mur d'enceinte autour des règles de la Raison. La (bio)politique nous passe désormais à travers le corps, par tous les pores de la peau et tous les ports d'ordinateurs, avant de se brancher bientôt directement sur nos neurones. Où faire passer aujourd'hui la frontière entre le public et le privé, dès lors que Facebook pille chaque seconde de notre intimité, et qu'Amazon nous connaît mieux que nous-mêmes ? Et si cette involution du public dans l'intime annonçait un nouveau besoin de redéfinir de nouvelles frontières, et de construire de nouvelles enceintes ? *L'espace public est mort ? Vive l'espace public !*

Corrosion et dépérissement de l'espace public

Partons du constat souvent répété de l'obsolescence du concept d'« espace public ». Celui-ci aurait émergé au cours du XVIII^e siècle à travers une série de lieux et de dispositifs de socialité (les clubs, les cafés, les salons, une presse périodique non affiliée au pouvoir d'État), instaurant une tripartition caractéristique de la modernité : tout en haut, une sphère *gouvernementale*, dont les commandements sont transmis et effectués par une série d'institutions strictement hiérarchiques et pyramidales, relevant ensemble d'une fonction verticale d'administration (militaire, policière, juridique) ; tout en bas, une sphère *privée*, où les individus, au sein de ménages à structure bourgeoise plus ou moins patriarcale, gagnent une autonomie les mettant à l'abris des autorités religieuses et étatiques ; entre les deux, une sphère *publique*, où certains individus, généralement mâles et hautement éduqués, sortent du privé pour faire face au gouvernement en revendiquant le droit de parler de l'intérêt commun « en tant que savants » (pour reprendre la fameuse formule de Kant). Les débats se déroulant au sein de cette sphère publique, dûment soumis à un impératif (ou du moins à un idéal) d'argumentation rationnelle, constituaient le lieu

¹ Gabriel Tarde, *Les lois de l'imitation* (1890), Paris, Les empêcheurs de penser en rond, 2001.

d'excellence de la politique, conçue comme une mise en discussion critique des possibilités d'action du gouvernement².

Cette tripartition s'est progressivement érodée, dès les années 1960, du fait d'une contamination de la sphère privée par des revendications politiques. L'équation entre *the personal* et *the political* a contribué à rendre publics les conflits traversant la famille bourgeoise, autour des droits des femmes, puis des homosexuels. Une quatrième sphère, celle de l'*intime*, a pris forme pour protéger les choix et les orientations de l'individu contre un pouvoir familialiste perçu comme une courroie de transmission d'un ordre social oppressif.

Parallèlement, un inconfort croissant a remis en question la distinction entre les sphères publique et gouvernementale, du fait de l'emprise croissante exercée sur toutes deux par les puissances économiques et financières. La privatisation des médias de masse, l'infiltration ubiquitaire des logiques publicitaires, le rôle croissant du lobbying, tout cela a fait soupçonner à juste titre l'espace public et l'administration politique de n'être que des colonies ou des républiques bananières instrumentalisées par des groupes de pressions économiques. Qu'on y ajoute la dimension toujours plus transnationale des flux de financement et d'information, et ce sont les frontières spatiales, aussi bien que les stratifications sociales, d'un espace public historiquement coagulé autour de dynamiques nationales qui s'érodent horizontalement en même temps que verticalement.

L'avènement d'Internet a achevé de vider l'espace public de toute substance crédible. Avec les réseaux sociaux et leurs différents relais, depuis les blogs jusqu'à la presse *people*, un continuum remarquablement fluide relie l'intime au publié. Comme l'ont démontré les révélations d'Edgar Snowden à propos de la NSA, nos gouvernements pénètrent eux aussi quotidiennement nos sphères privées et intimes pour monitorer des métadonnées susceptibles de justifier des investigations ponctuelles tout à fait substantielles. Par le haut comme par le bas, ce qui devait constituer l'espace privilégié d'un débat délibératif, censé éclairer notre intelligence collective sur les grands choix politiques du moment, se voit éclaté en une multiplicité d'agents (sites, media, organisations), où lubies intimes et lobbies privés s'entrecroisent en bénéficiant parfois de financements publics destinés tantôt à encenser, tantôt à critiquer les mesures gouvernementales.

Rien de nouveau sous le soleil ? On aurait sans doute raison de rappeler qu'un périodique comme les *Mémoires secrets* (1762-1789)³ mêlait déjà à chaque page ragots intimes, affaires d'État et stasisation ; que Gabriel Tarde décrivait déjà la vie politique et la vie économique comme composées des innombrables vagues imitatives traversant les agents sociaux de flux de croyances et de désirs, toujours indissociablement intimes, privés, publics et conditionnés par les mesures gouvernementales ; que Walter Lippmann (1889-1974) dénonçait l'irréalisme d'un espace public où chaque citoyen(ne) serait

² Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (1962), trad. Marc de Launay Paris, Payot, 1988.

³ *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France, depuis 1762 jusqu'à nos jours*, édition sous la direction de Christophe Cave, Paris, Honoré Champion, 2009-en cours.

censé(e) prendre part aux grandes orientations sociales, tant la complexité effrayante des problèmes à résoudre nous condamne à nous aligner sous des étendards simplistes et fréquemment trompeurs ; que Noam Chomsky et Edward Herman⁴ ont depuis bientôt vingt ans dénoncé les illusions de nos débats publics comme une « fabrique du consentement » relevant davantage de la propagande que des Lumières de la Raison critique.

Tous ces rappels seraient bienvenus, pour montrer que la démolition (d'une conception excessivement idéaliste) de l'espace public ne date pas d'hier, mais ils ratent ce qui fait la spécificité de notre moment historique – spécificité qui est directement liée au développement très récent, à l'échelle anthropologique, des réseaux numériques. C'est pourtant de ce côté-là qu'il faut aller regarder pour comprendre les dynamiques de dissolution affectant actuellement l'espace public.

De l'individu public au dividu algorithmique

Un présupposé fondamental des théorisations de l'espace public est que nos sociétés se composent d'agents *individuels* – individualisables et individualisés. L'*intime* est la sphère la plus étroitement limitée à un corps et à une subjectivité distincts du reste du monde ; le *privé* permet à ce corps subjectivé de s'associer et de se reproduire à l'abri des interventions étatiques ; le *public* l'invite à articuler un discours rationnel pour partager avec d'autres individus rationnels, jamais parfaitement identiques à lui, des principes communs susceptibles de faire consensus pour orienter les mesures *gouvernementales*, lesquelles ont en retour pour vocation de s'appliquer à des individus tenus pour responsables de leurs actions individualisées, devant la loi communément forgée. Or ce sont ces présupposés individualistes qui sont actuellement balayés par les nouveaux modes de gouvernement, d'association et de subjectivation induits par le déploiement des technologies numériques.

Dans un article publié en 2010, Antoinette Rouvroy et Thomas Berns identifiaient un « nouveau pouvoir statistique » modifiant radicalement le paramétrage à travers lequel nous identifions les agents sociaux. Ni individus autonomes, ni même acteurs-réseaux, nous sommes de plus en plus à concevoir comme des « profils » extraits de *data mining* par des algorithmes numériques. La vogue récente de discussion des vertus et des dangers associés aux *big data* (par quoi l'on entend la gestion informatique de masses énormes de données récoltées automatiquement à l'occasion de nos transactions sur le Web) ne fait qu'explorer les conséquences de ce nouveau statut, mais c'est bien du même phénomène qu'il s'agit, et dont Antoinette Rouvroy parle dans sa contribution à cet ouvrage – le remplacement des anciens individus par des *dividus*, ces nouvelles entités sociales constituées par ces pratiques de profilage :

Les sujets « constitués » par ce type de gouvernement algorithmique ne sont plus nécessairement des sujets moraux : ce type de gouvernementalité s'accommode très bien de l'amoralité des sujets, de

⁴ Noam Chomsky & Edward Herman, *La Fabrication du consentement. De la propagande en démocratie*, Marseille, Agone, 2008.

leur incohérence. L'unité à laquelle s'adresse le pouvoir n'est plus l'individu unitaire, figure centrale du libéralisme, doué de capacités d'entendement et de volonté, identifié à un territoire corporel – cet individu-là n'intéresse plus (directement) le pouvoir. Pour structurer le champ d'action possible des individus, le pouvoir n'a plus à s'exercer physiquement sur des individus identifiables ou identifiés, ni à assortir ses injonctions de menaces de sanction. Le gouvernement algorithmique gouverne à présent en s'« adressant » uniquement et directement aux multiples facettes hétéroclites, différenciées, contextuelles, éminemment changeantes, qui sont les miroitements partiels – fractions ou instantanés – d'existences individuelles dont il peut à présent ignorer la complexité et la vitalité. Si l'objectif reste bien de produire *in fine* des comportements réguliers, c'est-à-dire prévisibles, les outils de cette rationalité gouvernementale n'ont plus pour but *d'inciter* directement des individus unifiés et rationnels à obéir à la loi, mais bien plutôt de les *affecter*, à un stade préconscient si possible en anticipant ce qu'ils pourraient être ou faire en fonction non pas de leur histoire ni de leur volonté, mais de ces miroitements partiels, éclats individuels et digitalisés qui sont ce dont s'occupe le gouvernement algorithmique.

La mesure de toute chose est « dividuelle », à la fois infra- et supra-personnelle, rhizomatique, constituée d'une multitude de représentations numérisées, potentiellement contradictoires entre elles et en tout cas hétérogènes les unes aux autres. C'est cet « être » numérique constamment décomposé, recomposé, composite, qui intéresse à présent directement le pouvoir : l'instabilité du « dividu », cette unité dépourvue de for intérieur, correspond à l'absence de projet et d'hypothèse du gouvernement⁵.

Peut-il encore y avoir un « espace public » dans une société constituée (algorithmiquement) de « dividus » ? Telle est bien la question qui se pose à nous. Des plus douces (Facebook) aux plus répressives (NSA), les différentes instances de contrôle qui « gouvernent » nos comportements agissent désormais sous notre peau, à l'intérieur même des différents pans composant notre subjectivité. Que reste-t-il de « public » (ou de « privé » ou d'« intime ») en moi dès lors que, comme on l'entend souvent répéter non sans raison, les algorithmes d'Amazon connaissent mieux mes goûts que moi-même, ou dès lors que ceux de GoogleMail peuvent prévenir l'OMS d'une épidémie dont je suis victime sans le savoir encore moi-même⁶ ?

⁵ Antoinette Rouvroy et Thomas Berns, « "Le nouveau pouvoir statistique". Ou quand le contrôle s'exerce sur un réel normé, docile et sans événement car constitué de corps "numériques" », *Multitudes*, n° 40 (2010), p. 94.

⁶ Voir Viktor Mayer-Schönberger et Kenneth Cukier, *Big Data. A Revolution That Will Transform How We Live, Work and Think*, London, Eamon Dolan/Mariner, 2014.

Triomphe de la publicité : ubiquité du public ?

Comme le souligne pertinemment Georg Franck, la publicité ne se contente pas de privatiser l'espace public en couvrant nos bords de routes et nos murs de sa célébration visqueuse de notre gigantesque suicide consumériste. Depuis plusieurs décennies déjà, la logique publicitaire s'efforce de coloniser toute notre expérience du monde, en jouant sur ce qui constitue notre interface primordial avec ce monde – notre attention :

Le fait que l'espace public des villes, les bords de route et tout le paysage en général se trouvent incorporés dans un même dispositif est tout de même particulièrement frappant. Ces espaces sont la quintessence même du bien public. [...] *C'est précisément cette qualité de bien public de l'espace public qui est aujourd'hui en cours de privatisation.* L'espace public est parsemé d'affiches et d'installations qui servent à accrocher le regard ; il se transforme en medium pour la publicité. [...] D'où au moins deux conclusions :] 1. Ce à quoi nous assistons est un nouveau type de privatisation de l'espace public : *la privatisation de l'« espace d'expérience »*. 2. La privatisation de cet « espace d'expérience » est liée à, et favorisée par, l'émergence de nouveaux marchés. Nouveaux, au sens où ce n'est pas de l'argent qui est échangé contre de l'information, mais de *l'attention*.⁷

Matteo Pasquinelli a bien montré en quoi l'algorithme PageRank de Google constitue une machine absolument inédite et infiniment puissante procédant indissociablement à l'évaluation et à la valorisation de la valeur-attention :

PageRank décrit spécifiquement la valeur attentionnelle de n'importe quel objet dans la mesure où cet algorithme est devenu la plus importante source de visibilité et d'autorité, même en dehors de la sphère numérique. Au final, PageRank donne une formule d'accumulation de la valeur qui est hégémonique et compatible à travers différents domaines médiatiques : un diagramme pertinent pour décrire *l'économie de l'attention* et *l'économie cognitive* en général. [...] Avant l'Internet, ce procédé était perçu comme émanant d'une impulsion générique collective ; avec l'Internet, la structure des relations de réseau autour d'un objet donné peut facilement être tracée et mesurée. PageRank est la première formule mathématique capable de calculer la *valeur d'attention* de chaque nœud dans un réseau complexe, ainsi que le *capital attentionnel* général de l'ensemble du réseau. [...] Cette *valeur de classement* [*rank value*] mise en place par Google est reconnue officieusement comme la monnaie d'échange de l'économie globale de

⁷ Georg Franck, « Capitalisme mental », *Multitudes* n° 54 (2013), p. 201.

l'attention, qui influence de manière cruciale la visibilité des individus et des entreprises sur la toile, et par conséquent leur prestige et leurs affaires. Cette *valeur d'attention* est ensuite transformée en une valeur monétaire de différentes façons⁸.

Conformément à la polysémie inscrite dans la langue française, le principe fondamental de la « publicité » n'est pas tant de bourrer les crânes pour vider les bourses mais, plus précisément, de structurer « le public » (au sens impersonnel des choses communes qui nous font tenir ensemble), pour le mettre au profit d'intérêts privés, en y construisant « des publics » constitués par certains régimes attentionnels. À travers les *rank values* (valeurs de classement) algorithmées par Google, c'est « le public » (notre intelligence commune) qui pénètre au cœur même de mes curiosités, pour les orienter sur les chemins balisés en temps réel par une sorte d'audimat ubiquitaire qui classe à chaque seconde la valeur d'attention propre à chaque nuance de mes désirs de recherche. Que Google fasse des milliards de bénéfice grâce à la publicité (laquelle vient tordre et pervertir l'entrejeu libre de nos intelligences collectives), voilà qui n'est certes pas anecdotique, mais cela ne saurait masquer un phénomène peut-être encore plus inquiétant : avec PageRank, c'est le public – un public privatisé – qui vient s'insérer entre moi et ma curiosité.

Dans le même ordre d'idée, mais à partir des promesses que fait actuellement miroiter la diffusion à grande échelle des GoogleGlass, Franco Berardi montre que le pouvoir d'une firme privée peut désormais s'insérer entre moi et mon expérience individuelle pour injecter une conscience publique – au double sens, ici convergent, de « collectivisée » et de « publicitaire » – au cœur de mon attention la plus intime :

Supposons que vous rencontriez une personne que vous ne connaissez pas encore : les GoogleGlass vont vous dire qui est cette personne, si bien que vous interagirez d'après les suggestions et les implications que vous aurez été amené à faire à partir des informations des GoogleGlass. Petit à petit, le monde entier — qui est d'ores et déjà totalement cartographié par Google Map — sera recodé par les GoogleGlass, de sorte que vous puissiez accéder à l'expérience déjà expérimentée que les GoogleGlass auront rendue disponible pour vous. Cela signifie que vous n'expérimenterez plus le monde : vous utiliserez (ou recevrez ou chercherez) seulement des données déjà expérimentées, au sujet d'un objet qui ne sera plus un objet de *votre* expérience, mais simplement une référence à un monde pré-conditionné.⁹

Les individus – ceux que fantasme un idéal républicain aujourd'hui perdu dans les

⁸. Matteo Pasquinelli, « Google PageRank : une machine de valorisation et d'exploitation de l'attention », in Yves Citton, *L'économie de l'attention. Nouvel horizon du capitalisme ?*, Paris, La Découverte, 2014, p. 171.

⁹ Franco Berardi, « Attention et expérience à l'âge du neuro-totalitarisme » in Yves Citton (dir.), *L'économie de l'attention*, op. cit., p. 157.

rêveries nostalgiques d'un âge d'or révolu – pouvaient se promener au sein d'espaces publics censés permettre à chacun de s'exprimer en savant. Nos dividus sont devenus eux-mêmes des lieux de passage, traversés par d'incessantes colonisations publicitaires. Les premiers étaient censés faire attention (*to care for*) au bien commun, en débattant publiquement des problèmes partagés. Les seconds voient à chaque instant leur attention faite pour eux, par des dispositifs publicitaires structurant leurs « profils » en envahissant l'espace intime séparant leur rétine de leur cerveau.

Mais le cauchemar du totalitarisme publicitaire n'est-il pas finalement aussi halluciné que le rêve du citoyen rationalisé par les débats délibératifs tenus dans l'espace public ? Si le problème de l'espace public se concentre sur notre capacité d'attention, peut-être convient-il d'analyser plus finement la nature et les propriétés de cette dernière si l'on veut mieux se repérer dans ce qui peut rester aujourd'hui de l'espace public. Et peut-être est-ce précisément entre nos rétines et nos cerveaux – autant que dans nos rues et nos médias – qu'il s'agit désormais de localiser précisément ce à quoi s'est toujours référée la notion d'espace public.

Le millefeuille attentionnel

On a peu de chance de comprendre l'attention en la conjuguant au singulier. Des générations de philosophes et de psychologues se sont battues pour décider si les humains disposaient d'une faculté (unitaire) identifiable sous l'appellation d'« attention », ou si on ne regroupait sous ce terme qu'une panoplie de facultés hétérogènes, dont chacune avait ses mécanismes propres. La question est moins de décider qui avait raison que de déplier les multiples niveaux sur lesquels se superposent nos dynamiques attentionnelles, en interaction constante, mais aussi en relative autonomie les uns par rapport aux autres¹⁰.

Au niveau le plus global de l'attention *collective*, ce à quoi je fais attention en tant qu'(in)dividu est conditionné par les différentes formes d'envoûtements médiatiques auxquels sont soumis les publics dont je fais partie. Ces envoûtements prennent la forme de l'*agenda setting* des mass-médias, bien entendu, mais aussi des types de récits dans lesquels je me trouve immergé à l'occasion d'un film, d'une série télévisée ou d'un jeu vidéo, ainsi que des types de discours dans lesquels me font baigner mon éducation scolaire ou/et mes pratiques religieuses. Notre attention fonctionne largement comme un écho qui résonne à ce qui résonne autour d'elle, et ce sont les voûtes des différentes formes de médias qui structurent résonances les plus massives dans lesquelles nous baignons tous.

À cette strate d'insertion dans ce que Gabriel Tarde appelait des « publics » – soit des ensembles d'individus recevant de façon simultanée un même signal diffusé à vaste échelle sans qu'ils ne perçoivent leurs réactions mutuelle – s'ajoutent d'autres dynamiques, très différentes, résultant de notre insertion dans ce que Tarde appelait des « foules », à savoir des groupes d'individus rassemblés en un même espace, pouvant percevoir en temps réel leurs réactions mutuelles. Ce second niveau est celui de l'attention *conjointe*, qui

¹⁰ Les paragraphes qui suivent résument des analyses développées dans mon ouvrage *Pour une écologie de l'attention*, Paris, Seuil, 2014.

oriente l'attention de chaque sujet humain, dès l'âge d'environ neuf mois, en fonction des orientations prises par l'attention des autres sujets dont il perçoit la présence attentive autour de lui. Une conversation, un stade de sport, une salle de classe ou de spectacle vivant illustrent ces situations relationnelles où je regarde ce que je regarde (et où je ressens ce que je ressens) parce que je perçois que d'autres le regardent (avec un certain ressenti) autour de moi.

C'est seulement à l'intérieur des cadrages constitués par l'attention collective et conjointe que peut se déployer l'activité d'une attention moins « individuelle » qu'*individuante*. À l'intérieur de cette dernière, il convient toutefois de distinguer encore au moins trois couches. La plus profonde relève des automatismes du système perceptif, (presque) irrésistiblement attiré par des effets de saillance. Une sirène de pompier, une lumière clignotante, un corps dénudé, un regard aguichant, un mot imprimé en grand, les sons de notre nom : tous ces stimuli, dont sait parfaitement abuser la publicité, captivent notre attention *automatique* de façon quasi-mécanique, sans que nous en ayons ni le contrôle, ni même la conscience. C'est seulement sur le matériau sensoriel fourni à chaque instant par notre système perceptif que nous pouvons nous efforcer de focaliser notre attention sur tel ou tel flux de stimuli constitué en objet de notre attention *volontaire*.

Même s'il est tentant d'identifier cette capacité volontaire de focalisation attentionnelle à notre « liberté » et à notre « activité » propre d'agents responsables – alors que toutes les autres couches envisagées jusqu'ici relèveraient essentiellement d'emportements, d'envoûtements, de réactions incontrôlées et difficilement contrôlables – l'appellation de « système exécutif » par laquelle les neurosciences désignent les réseaux neuronaux impliqués dans ces activités de focalisation peut nous faire suspecter que « l'exécution » d'une tâche ne présuppose pas forcément son « libre choix ». De fait, ceux qui tentent de comprendre comment fonctionne notre système exécutif n'y perçoivent que des basculements d'équilibres chimiques, des taux de présence ou d'injection de neurotransmetteurs, bref des processus qui ressemblent beaucoup plus à l'idée que nous nous faisons d'une machine (vivante) que de la « liberté ». À quoi s'ajoute bien entendu le fait que les tâches que nous exécutons « volontairement » (travailler à la chaîne, remplir un formulaire administratif) participent aussi souvent de notre asservissement que de notre émancipation.

Attention collective	envoûtements médiatiques		publics
Attention conjointe	situations relationnelles		foules/groupes
Attention individuante	choses/expériences		individus
réflexive	valeurs	<i>évaluations</i>	sujets
volontaire	objets	<i>focalisations</i>	système exécutif
automatique	saillances	<i>captivations</i>	système perceptif

Figure 1 : *Le millefeuille attentionnel*

Il est pourtant une autre couche plus évanescence, plus fragile, où peut se repérer plus

précisément le travail d'individuation qui fait de moi un « sujet » – celle d'une *méta-attention réflexive* qui, en me permettant de faire attention à mes procédures, à mes choix et à mes déterminants attentionnels eux-mêmes, me conduit à m'interroger sur les valeurs des objets sur lesquels se focalise mon attention. Il n'est guère satisfaisant de parler de liberté (absolue ? inconditionnée ?) à propos de cette capacité, qui relève inextricablement de l'*évaluation* (mesure de valeur) et de la *valorisation* (production de valeur). D'abord parce qu'elle ne prend place qu'à l'intérieur des conditionnements déjà évoqués à l'échelle collective, conjointe et neuronale. Mais surtout parce qu'à travers mes évaluations individuelles et individuantes, ce sont nos relations sociales inter-humaines, ainsi que nos relations matérielles à notre environnement physico-chimique, qui se reconstituent et s'ajustent en permanence – dans des jeux d'inter-conditionnements réciproques où la notion de liberté tend davantage à nous éblouir qu'à nous éclairer.

L'espace public neuronal

Ce détour par la cartographie de nos multiples strates attentionnelles avait pour but d'essayer de fournir une nouvelle assise à la notion (ainsi qu'aux vertus traditionnellement associées à l'appellation) d'espace public. Ma proposition est la suivante : *à l'âge du neurototalitarisme et de la privatisation généralisée du public sous les effets de l'ubiquité publicitaire, qui s'injecte jusqu'entre nos rétines et nos cerveaux, c'est dans les espaces de dégagements fournis à notre attention réflexive que se situent les ressorts faisant le mérite de l'espace public.*

Entendu de cette façon, l'espace public n'est identifiable ni à un lieu (agora, club ou café), ni à une règle de droit (liberté d'expression), ni à un dispositif médiatique (neutralité du net, financement des télévisions par l'État), ni à une règle procédurale (débat rationnel, capacité à écouter des avis divergents) – quoiqu'il soit bien entendu conditionné par tous ces différents types de facteurs. Tel que je le recadre ici, l'espace public se situe autant dans le rapport qu'entretiennent mes neurones que dans les rapports de propriété régissant les murs de nos villes ou l'accès à nos écrans. Depuis le niveau neuronal jusqu'aux dispositifs planétaires par lesquels nous (ne) faisons (pas, ou pas assez) attention aux réévaluations nécessairement entraînées par la menace croissante de dérèglement climatique, cet espace public traverse les sphères de l'« intime » (ce qui compte pour moi), du « privé » (ce à quoi je tiens avec mes proches), du « public » au sens traditionnel (ce dont nous parlons comme savants ou comme citoyens dans nos débats d'idées) et du « gouvernemental » (ce à quoi (ne) font (pas) attention nos lois, nos décrets et nos normes de droit).

Le terme de *public* mérite d'être conservé en référence à ce que l'étymologie du *populus* (peuple) fait résonner au sein du *publicum* (étatique) : si « le public » mérite d'être redéfini en notre début de troisième millénaire, c'est précisément par référence à ce qui fait le *commun* d'un « peuple » nécessairement étendu aujourd'hui à l'ensemble des habitants de la planète Terre (humains et non-humains). Conformément au bel adage de Miguel Benasayag, « la société, c'est tout le monde » : tous les gens, indépendamment de leur

passerport, mais aussi tous les êtres vivants (abeilles, vers de terre, oiseaux, poissons, arbres, semences), ainsi que tous les éléments dont se nourrissent nos vies communes (qu'est-ce donc qu'une vie humaine ou animale sans air respirable, ni eau potable ?). L'espace *public* est celui – où qu'il se situe – qui permet de dégager une attention portée au soin de ce *publicum* commun.

Parler d'espace public *neuronal* met l'accent sur le fait que – dès lors qu'on les conçoit à travers la cartographie du millefeuille attentionnel esquissé plus haut – ces espaces de dégagement d'une attention susceptible de revaloriser le commun ont à vaincre des pressions, des mimétismes et des dynamiques qui pénètrent jusque dans l'espace intimissime séparant (et rapprochant) mes rétines de mes zones cérébrales. Ce n'est qu'à partir d'un espace public conçu jusque dans sa microdimension neuronale qu'on pourra monter une résistance crédible au neurototalitarisme qui se met en place à travers les dynamiques actuelles du sémio-capitalisme en voie rapide de numérisation.

Face à la privatisation accélérée induite par les dispositifs médiatiques régissant notre attention collective numérisée, *c'est jusqu'à nos neurones qui doivent devenir publics* – au double sens de protégés de l'appropriation privative favorisée par les logiques capitalistes et de dégagés des myopies étroitement individualistes qui nous aveuglent aux nécessités de notre bien-être commun.

Dégagements publics et microgestes relationnels

Comment (re)construire un nouvel espace public à l'âge du neurototalitarisme ? Autrement dit : comment traduire les jongleries conceptuelles des sections précédentes en pratiques politiques et en revendications concrètes ? C'est bien entendu la question la plus importante, pour laquelle on ne peut ici qu'esquisser des pistes très partielles, très provisoires et très sommaires. Essayons toutefois de le faire en se risquant à quelques sondages dans trois domaines hétérogènes (les « politiques publiques », l'éducation, la recherche en sciences sociales), pour lesquels on proposera à chaque fois une formule à l'emporte-pièce, chargée de pointer une direction générale à suivre.

Les dépenses publiques doivent être redirigées vers ce qui favorise au mieux les dégagements publics. Plutôt qu'aider à tout prix les entreprises nationales, quoi qu'elles produisent, nos dépenses publiques devraient se donner un objectif apparemment abstrait, mais déclinable en une grande variété de champs, qu'il contribuerait à chaque fois à reconfigurer selon un principe (sans doute trop) simple : *est le plus utile à notre bien-être individuel et collectif ce qui ouvre des espaces de dégagements à notre attention réflexive.* Le « gage » est à entendre ici dans son sens anglo-saxon de *wage* (salaire), celui-là que réclame Sganarelle à la fin de *Don Juan* (« Mes gages ! Mes gages ! »). Un puissant système s'est mis en place et s'est remarquablement raffiné au fil des siècles pour appâter chacun de nous en le faisant courir après ses gages. La force même de ce système est en train de le menacer d'effondrement. Plutôt qu'à souhaiter cet effondrement en prônant une politique du pire, plutôt qu'à rêver d'une transformation miraculeuse qui l'abolirait du jour au lendemain pour laisser place à des alternatives que nous peinons à imaginer

concrètement, le plus prudent est peut-être de le retourner de l'intérieur.

Au lieu de déplorer ou de dénoncer les diverses « crises » dont est affecté le capitalisme, en espérant toujours voir bientôt le bout du tunnel et le retour à la croissance, identifions la racine de cette crise permanente qu'est le capitalisme : *une crise permanente de constante revalorisation*. C'est le capitalisme lui-même qui se « dégage » incessamment de telle entreprise, de telle branche industrielle, de tel mode de production parce qu'il n'est plus assez rentable – pour se réinvestir dans des aventures plus prometteuses. Les sommes collectées par ponction fiscale devraient moins viser à « investir » (le capitalisme fait cela plus efficacement) qu'à « désengager ». Plus précisément : alors que les politiques publiques néolibérales s'alignent sur les gages du profit marchand, l'État devrait investir de façon prioritaire dans ce qui dégage un espace public où la reconsidération des valeurs puisse donner sa place nécessaire à la considération du *publicum* commun. Concrètement, cela signifie par exemple : assurer un revenu universel garanti (conduisant à une revalorisation relative des emplois) ; consacrer des sommes importantes à la production et à la diffusion des pratiques artistiques (dont l'enjeu premier, à l'époque moderne, est justement d'instaurer un recul revalorisateur) ; soutenir les circuits alternatifs de production (qui valorisent la qualité ou la soutenabilité davantage que les gages).

L'éducation publique doit dégager nos attentions des œillères de la professionnalisation. Une énorme privatisation de l'enseignement supérieur est en train de prendre place sous nos yeux, sans que nous ne l'identifions comme telle, parce que l'État continue à assurer l'essentiel des financements et parce que les taxes d'inscription n'ont pas encore explosé. Et pourtant, la furie de la « professionnalisation » qui réoriente tous les niveaux de l'éducation supérieure n'est rien d'autre qu'un alignement de notre intelligence collective sur les gages à court terme du marché. L'impératif de professionnalisation signifie que l'individuation des générations à venir est conçue exclusivement au niveau du « système exécutif » et de ses hyper-focalisations : on ne conserve désormais que les parcours universitaires assurés de « déboucher » sur une catégorie d'emploi pré-identifiée comme telle. Autrement dit : en engageant chacun(e) dans un tunnel professionnalisant, au lieu d'ouvrir les espaces de dégagement réflexif, on s'enfonce dans « la crise » (qui est une crise des valeurs avant d'être une crise des emplois) au lieu de se donner les moyens d'en sortir (par le haut).

Pire : l'impératif de professionnalisation renie et sape tout ce qui a pu nourrir les développements connus dans la deuxième moitié du XXe siècle, qui ont été dynamisés par la démocratisation d'une éducation supérieure mise à la portée de tous et portée vers la formation de « chercheurs » plutôt que d'« employés ». L'espace public intellectuel a été cultivé par une convergence de forces associant pratiques activistes et enseignements relevant des « humanités » au sens large (lettres, arts, philosophie, sciences humaines et sociales). En étranglant indirectement ces filières, vouées très prochainement à être réduites à des peaux de chagrin, les politiques actuelles en matière d'enseignement et de recherche privatisent dramatiquement notre champ intellectuel, en le privant des espaces de dégagement qui alimentaient son renouvellement : dans le modèle en train de se mettre en place, les universités sont appelées à fonctionner comme des usines à apprentissage

produisant à la chaîne des esprits limités à certaines tâches préconçues – alors même que les milieux économiques réclament avant tout des esprits « innovants », capables de penser hors des cadres pré-paramétrés. Au-delà des demandes des entreprises, notre société dans son ensemble a désespérément besoin, pour assurer son adaptation et sa survie, de faire de chacun(e) de nous une espace public neuronal au sens défini plus haut : un esprit capable de réfléchir aux valorisations guidant son attention, de façon à les réorienter sur un soin attentionné du commun dont nous tirons nos forces et nos espoirs de bien-être avenir.

Les sciences sociales doivent s'équiper pour investiguer le domaine des micro-gestes relationnels. Dans un article saisissant encore à paraître, Dominique Boullier articule l'histoire des sciences sociales en trois grandes périodes. Une première génération (illustrée par Durkheim) prenait pour concept principal la *société*, en s'appuyant sur des recensements *statistiques*, de façon à fournir des *explications* capables d'aider l'État à *contrôler des corps*. Une deuxième génération (illustrée par Gallup) a pris pour objet central les *opinions*, en recourant à des *sondages* pour fournir des *descriptions* capables de stratégiser la façon dont les mass-médias peuvent *influencer les esprits*. Nous serions désormais entrés dans une troisième génération de sciences sociales (illustrée par le recours au Big Data) dans laquelle ce seraient les *traces* numériques (et les « profils » algorithmiques évoqués plus haut) qui joueraient un rôle central, traces computées sur ces énormes *plates-formes* virtuellement monopolistiques que sont Google, Apple, Facebook, Amazon (ou GAFA), pour identifier des *corrélations* permettant à des *marques* commerciales (ainsi qu'aux institutions sécuritaires) d'anticiper et donc de *catalyser nos comportements à venir*¹¹. L'auteur pose la question de chercher un terme capable de désigner « le concept du social » sous-jacent à la gouvernementalité algorithmique par les traces.

En guise de conclusion à cette réflexion, j'aimerais suggérer le terme de « geste » pour saisir à la fois ce qui caractérise les modes de socialité en train de coaguler entre nous et ce qui fait le ressort principal des dynamiques de l'espace public neuronal dont j'ai esquissé ici les contours. Plus précisément, ce dont témoignent nos traces numériques, c'est de nos *micro-gestes relationnels*. Déplions cette formule, qui constitue le pendant de l'espace public neuronal.

Les traces collectées par GAFA manifestent bien des « corrélations », c'est-à-dire des *relations* entre diverses entités reliées par les réseaux de réseaux – relations de désirs (acheter de la musique), d'amour (appeler son conjoint), d'organisation (prendre un rendez-vous), de spéculation (vendre des actions boursières), etc. Dominique Boullier relève pertinemment qu'avec le développement de « l'Internet des objets », reliant directement notre compteur électrique ou notre frigo à EDF ou à Siemens pour assurer un monitoring en temps réel du fonctionnement de tout et n'importe quoi, ces traces de relations sont appelées à se multiplier de façon exponentielle, les relations entre

¹¹ Je résume ici de façon synthétique et brutale, tout en l'adaptant marginalement, le tableau synoptique par lequel Dominique Boullier synthétise lui-même son analyse dans « Pour des sciences sociales de troisième génération (SS3G), les sciences des conversations numériques » (à paraître).

subjectivités humaines y tenant proportionnellement une part toujours plus réduite. De fait, les théoriciens de l'acteur-réseau (Bruno Latour, Michel Callon, Dominique Boullier lui-même) nous ont appris à repérer les chaînes hétérogènes que composent humains et non-humains au sein de tout ce que nos gestes mobilisent pour effectuer dans transformations dans notre environnement – et il serait sans doute réducteur (et vain) de vouloir re-séparer radicalement ce qui tient si étroitement ensemble. Où placer la limite entre l'humain et le non-humain dans les *big data* que traite quotidiennement le logiciel de gestion des stocks de l'entreprise Walmart, ou dans les dialogues entre machines que fait désormais mouliner le *high speed trading* ?

Pour que le « concept du social » propre à cette troisième génération de sciences sociales ne se dissolve pas simplement dans celui (trop général) de « relation », il peut toutefois être souhaitable de distinguer des traces impliquant directement des « gestes » humains (physiques, mentaux, affectifs) au sein de tout ce qui peut relever de la « gestion » automatique des choses, laquelle peut parfois se passer entre machines sans intervention d'un corps humain. Pour aller très vite¹², notre tradition a généralement défini *un geste* comme ce qui est à la fois inférieur à un « acte » (l'histrion se contente de gesticuler alors que le héros accomplit des actes courageux), mais néanmoins doté d'une certaine puissance de rayonnement particulière, du fait qu'un geste est appelé à être perçu par d'autres sujets humains, et à influencer leur comportement par une dynamique d'exemplarité.

Sur la base de cette première notion commune d'un simulacre d'acte doté d'une puissance d'agir propre, j'ai proposé un recadrage supplémentaire voyant dans les gestes (proprement) humains *ce qui excède les programmes* qui les ont conditionnés. Ce que nous percevons comme « un geste musical » digne d'admiration relève d'une « performance » (au sens de spectacle fait pour être perçu par autrui et au sens d'exploit athlétique) qui nous étonne en ce que, quoique presque intégralement programmée (par différentes formes d'entraînement, mémorisation, lecture de partition), elle excède singulièrement la somme de programmation que nous pouvons y reconnaître.

Dès lors que nous savons être soumis à un régime de visibilité ubiquitaire qui accumule (et vend) les traces des moindres de nos comportements (que ce soit par les plates-formes GAFa, par nos relevés de cartes de crédit, par nos passes Navigo ou par les caméras de surveillance multipliées autour de nous), nous sommes vite conduits à considérer chacun de nos « actes » comme porteur d'un « geste » : acheter du sucre provenant du commerce équitable, c'est faire un geste qui laisse des traces statistiques, incitant d'autres magasins à offrir ce produit à d'autres consommateurs.

Mon intuition est que si les traces numériques sont si intéressantes, c'est aussi dans la mesure où elles manifestent (par avance) ce qui, dans nos comportements, excède les programmations qui les conditionnent. S'il suffisait à Amazon de calculer mes achats passés pour pouvoir prédire sans erreur mes achats à venir, plus ne serait besoin de recueillir la moindre trace. C'est parce que mes micro-gestes quotidiens excèdent les

¹² Je condense ici ce que j'ai essayé de présenter plus précisément dans *Gestes d'humanité* (Paris, Armand Colin, 2012), chapitres 1 à 3, et dans *Renverser l'insoutenable* (Paris, Seuil, 2012), chapitre III.

programmations qui les ont conditionnés que la récolte de traces reste cruciale dans la gouvernamentalité algorithmique actuelle.

On peut donc parler de *micro-gestes relationnels* pour caractériser ce que les sciences sociales de la troisième génération décrites par Dominique Boullier reconstruisent en analysant les traces collectées sur les plates-formes GAFA – désignant par là tous ces comportements, plus ou moins conscients, plus ou moins stratéguisés, par lesquels nous réagissons à chaque instant aux conditionnements ubiquitaires que les algorithmes affinent incessamment autour de nous.

Reste à préciser en deux mots le rapport de solidarité qu'entretiennent l'espace public neuronal et ces sciences sociales de troisième génération. Nos micro-gestes ne sont véritablement des gestes (humains) que dans la mesure où ils incluent une capacité d'attention réflexive, susceptible de reconsidérer (toujours partiellement, et le plus souvent à l'échelle micro-) les processus de valorisation dont ils émanent. Pour le dire plus simplement : *l'espace public neuronal est la condition de la gestualité humaine*. Si l'espace public défini par opposition aux espaces intimes, privés et gouvernementaux est bel et bien mort dans son acception classique, nous avons plus que jamais besoin d'un espace public internalisé par chacun(e) de nous, constitué, cultivé, enrichi et protégé par des voûtes communes ainsi que par des dispositifs ponctuels d'attention conjointe, de façon à ce que notre attention réfléchie, collective aussi bien qu'individuelle, puisse opérer les revalorisations de nos intérêts et de nos biens communs indispensables à la poursuite de l'aventure humaine.